

Bulletin d'histoire politique

Robin Philpot, Le référendum volé ou l'autopsie de la subversion des Québécois par les fédéralistes !

Manuel Dionne



Volume 14, numéro 3, printemps 2006

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054487ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054487ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dionne, M. (2006). Compte rendu de [Robin Philpot, Le référendum volé ou l'autopsie de la subversion des Québécois par les fédéralistes !] *Bulletin d'histoire politique*, 14(3), 317–320. <https://doi.org/10.7202/1054487ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2006

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Robin Philpot, *Le référendum volé* ou l'autopsie de la subversion des Québécois par les fédéralistes !

MANUEL DIONNE

*Candidat à la maîtrise en sciences politiques
Université du Québec à Montréal*

Nous pouvons nous réjouir que certains observateurs tentent de décortiquer les événements entourant le référendum de 1995 sur la souveraineté du Québec. Bien sûr les Québécois ont pu avoir accès à une série d'analyses post-référendaires mais la plupart étaient plutôt sommaires. Voilà que le dixième anniversaire du référendum du 30 octobre 1995 offre une vitrine intéressante à l'exposition de nouvelles enquêtes. C'est précisément dans cette optique que Robin Philpot nous offre une analyse du référendum de 1995. Dans son bouquin, *Le référendum volé*, Philpot tente de lever le voile sur la stratégie du gouvernement fédéral avant, pendant et après la consultation populaire qui a failli faire éclater le Canada.

Dans son livre Robin Philpot accuse. Il accuse le gouvernement fédéral de Jean Chrétien de s'être livré à un viol des consciences. Il accuse les fédéraux d'avoir détourné toutes les règles d'éthique au profit du *Coast to coast*. Il accuse l'élite canadienne-anglaise d'avoir méprisé le Québec pour sauver le Canada. Finalement, il accuse le camp du NON d'avoir accepté tacitement cette mascarade qui visait à bafouer les règles que c'étaient fixés les Québécois.

Philpot démontre que la stratégie subversive du gouvernement fédéral n'avait rien à envier aux méthodes malicieuses concoctées par la CIA. Les éléments centraux de cette stratégie : l'argent et le vote ethnique !

Essentiellement Robin Philpot vient confirmer ce que plusieurs pensaient, c'est-à-dire que le gouvernement fédéral avait grassement pigé dans les fonds publics pour vendre son Canada aux Québécois.

Il fait mention de plusieurs décisions et actions du gouvernement Chrétien dans le but d'accroître la visibilité du gouvernement fédéral au Québec. Parmi celles-ci, il mentionne l'octroi de plusieurs subventions à l'organisme Option Canada, organisme créé par le Conseil de l'unité canadienne, visant à faire la promotion du Canada. En tout, il affirme qu'Option Canada aura reçu 4,8 millions de Patrimoine Canada et ce, sans obligation de rendre public des états financiers. Pour l'objet de son livre, Robin Philpot a effectué une série d'entrevues auprès d'acteurs influents chez les fédéralistes, notamment l'ineffable John Rae. Ces mêmes acteurs ont quelques fois répondu avec une certaine candeur surprenante, frisant souvent la naïveté. À cet effet il m'apparaît intéressant de relever une déclaration de Peter White, président du Conseil de l'unité canadienne et proche du magnat de la presse, Conrad Black, qui affirmait qu'Option Canada était « une conduite, un point de dépôt ou de collecte pour des fonds fédéraux et privés qui devaient servir à soutenir le NON ».

« Soutenir le NON », tiens donc !

Cet organisme visait à réunir, sous un même toit, toutes les forces fédéralistes en présence et amasser tout l'argent nécessaire afin d'en asperger le Québec.

Malgré son enquête, Philpot n'a jamais vraiment réussi à savoir à quoi avait véritablement servi l'argent d'Option Canada. Avec la publication du livre *Les secrets d'Option Canada* de Normand Lester et de Robin Philpot, une nouvelle lumière est projetée sur cette obscure affaire. Dans *Le référendum volé* Philpot soutient la thèse, sans pour autant réussir à l'avérer, qu'Option Canada aurait servi à financer en grande partie le *love in*, qui fut organisé quelques jours avant le référendum par les forces du NON. Les documents remis à Normand Lester démontrent qu'Option Canada n'aurait pas financé le *love in*, cela demeure donc une autre question en suspens sur les dépenses effectuées pendant la campagne référendaire, au détriment des lois du Québec. Option Canada n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Philpot en énumère plusieurs autres qui avaient tous le même but : accroître la visibilité du gouvernement canadien avant, pendant et après le référendum.

Dans son livre, Robin Philpot explore également l'autre pan de la stratégie fédérale : le vote des populations issues de l'immigration. Il démontre qu'en plus d'avoir ouvert les vannes de l'argent, le gouvernement fédéral a ouvert celles de la naturalisation. Philpot observe qu'en 1994 il y a eu 40500 naturalisations et en 1995, ce fut 43850 qui furent assermentés au Québec seulement. Ces chiffres nous renversent lorsque l'on sait que la moyenne se situe autour 21733 naturalisations annuellement au Québec. Le plus pathétique, et en même temps ironique, dans cette histoire est que pendant cette

période les autorités d'Immigration Canada ont accordé, en octobre 1995, la citoyenneté à Al Rauf Al-Jiddi qui fut pointé par les autorités états-uniennes comme un terroriste affilié à Al-Qaeda.

L'auteur traite également du rôle joué par les médias lors de la campagne référendaire. Pour lui la grande majorité des médias québécois ont exercé une influence défavorable au OUI. Il affirme que « le problème de la concentration des médias québécois et canadiens entre les mains d'un groupe très restreint de personnes déterminées à vaincre le mouvement souverainiste est aujourd'hui plus grave encore qu'en 1995, et beaucoup plus encore que lors du référendum de 1980 ». Une situation qui empire donc. Il reproche notamment aux médias anglophones canadiens et québécois de n'accorder aucune crédibilité au mouvement souverainiste et à la souveraineté. Chez les médias francophones il pointe principalement le parti-pris de Gesca et de Radio-Canada.

Philpot offre certaines pistes de solutions afin de contourner les écueils rencontrés lors de la dernière campagne référendaire et, *a contrario*, il remet en question certaines pistes envisagées par certains ténors souverainistes. Il rejette, entre autres, la proposition de faire venir des observateurs internationaux lors d'un prochain référendum. Philpot craint que les médias internationaux s'attardent sur les témoignages d'observateurs ayant relevé quelque irrégularité dans le camp du OUI. À l'inverse il semble faire abstraction que la présence d'observateurs internationaux pourrait être un élément positif dans la stratégie de reconnaissance internationale du Québec.

Parmi les recommandations de l'auteur figurent l'établissement d'une carte d'électeur avec photo et l'utilisation de la clause nonobstant pour permettre au directeur général des élections du Québec de faire enquête sur les agissements du gouvernement fédéral pendant la consultation référendaire de 1995 permettant ainsi de contourner la décision de la Cour suprême qui empêche le DGE d'investiguer. En effet, Philpot a du mal à s'expliquer pourquoi celle-ci ne fut utilisée. « Ma première réaction au jugement était d'utiliser la clause nonobstant, dit Pierre-F Côté. Personne ne voulait l'utiliser, dit-il ? Mais voyons ! Tous en ont brandi la menace, crié leur indignation, froncé les sourcils, en reprenant la boutade de Duplessis sur la tour de Pise et de la Cour suprême ».

Les adeptes d'enquêtes et d'anthropologie politique resteront probablement sur leur appétit à la lecture du livre *Le référendum volé* de Robin Philpot. Il soulève plusieurs questions intéressantes sans nécessairement être en mesure d'y apporter les réponses. Ce livre constitue néanmoins une œuvre intéressante dans la mesure où il consigne à la mémoire collective plusieurs faits qui nous permettent d'affirmer que le gouvernement fédéral a été irrévérencieux et malicieux lors de la campagne référendaire de 1995. De plus il

lance plusieurs pistes permettant des enquêtes plus approfondies notamment sur la question du financement du *love in* qui a précédé le référendum.

Il sera toujours hasardeux de tenter d'évaluer l'impact des dépenses du gouvernement fédéral lors du référendum sur le choix des Québécois. Chose certaine, le camp du NON n'a pas gagné honorablement et les faits révélés dans le livre de Philpot, additionnés aux autres malversations des fédéralistes, légitiment totalement le Parti Québécois de tenir un autre référendum lorsqu'il aura repris le pouvoir.